

Terre commune

– Coordination européenne Via Campesina –



Newsletter – Juillet 2014

Sommaire :

1. Thèmes de travail ---- pages 1 - 5
2. Nouvelles internes ---- page 5
3. Nouvelles des membres ---- pages 6 - 7

1. Thèmes de travail

DROITS DES PAYSAN-NE-S

Feu vert du Conseil des droits de l'homme

Le 27 juin, le Conseil des Droits de l'Homme a voté largement, avec 29 voix pour, 13 abstentions dont la majorité des Etats européens (une grosse victoire !), et 5 voix contre en faveur de la résolution. Cette résolution donne mandat à l'ambassadrice-coordinatrice de Bolivie de poursuivre le travail menant à une déclaration sur les « droits des paysans et des autres personnes vivant en zones rurales », sur la base des recommandations issues de la première session de travail et de consultations qui seraient menées entre juin et novembre 2014.

Ce feu vert est le fruit de plusieurs années de travail de LVC et certains alliés proches (CETIM, FIAN) et d'une mobilisation importante des membres d'ECVC dans leur pays et à Genève en juin lors de la 26^{ème} session du Conseil des Droits de l'Homme. Une action symbolique s'est tenue le 17 juin, place des nations L'objectif était de persuader les gouvernements européens, jusque là hostiles à un outil particulier dans le cadre des droits humains, d'adopter une attitude favorable à cet outil important de défense des paysans.

Pour la Bolivie (et le groupe de base) ce travail menant à une déclaration des droits des paysans inclut des consultations avec les Etats et ONG, un travail de rédaction d'un nouveau texte, et une session de travail en novembre

Il s'agit maintenant pour ECVC et LVC de contribuer à nourrir la réflexion et de poursuivre le travail auprès des Etats pour renforcer leur connaissance du problème.

TERRE

Jeudi 19 juin 2014, la DG ENVI organisait une conférence intitulée « **La terre comme ressource** » à laquelle a participé Maricarmen au nom d'ECVC et du SOC.

La conférence, organisée en trois parties : enjeux, initiatives régionales et nationales, et réponses européennes possibles, s'est avant tout orientée vers les aspects liés à la pollution des sols et aux solutions plus axées sur la question de l'urbanisation et de la réutilisation des sols dégradés, avec des exemples et des propositions de « bonne gouvernance ».

Maricarmen est intervenue dans la 3ème session « solutions européennes possibles » où elle a pu développer pendant ses 10 minutes de temps de parole les axes de travail d'ECVC sur la terre : problème d'accaparement, perte de la paysannerie, nécessité de garantir (par une directive européenne) le droit d'accès à la terre pour les paysans, notamment pour les jeunes. Elle a défendu la nécessité d'avoir des lignes directrices en Europe similaires à celles de la FAO.

POLITIQUES AGRICOLES ET PETITES FERMES :Projet DG AGRI

La Confédération Paysanne et ses partenaires ont remporté l'appel à projet de la Commission européenne - DG Agriculture. Ce nouveau projet permettra de continuer la campagne en France « Envie de paysans ! », de mai 2014 jusqu'avril 2015, et mener une campagne européenne dans 5 pays avec les membres suivants : en Belgique avec le bureau d'ECVC, Fugea et MAP ; au Portugal avec la CNA, en Italie avec ARI et en Espagne avec Ehne B.

L'objectif principal est de présenter au grand public le modèle d'agriculture familiale paysanne dans un cadre de relocalisation de l'agriculture, comme étant un vecteur de réponse aux problématiques sociales, environnementales et économiques que traverse actuellement l'Europe.

Dans le cadre de ce projet, en Belgique nous allons organiser le 29 octobre 2014 les activités suivantes :

- Un séminaire « **Petites fermes et agriculture paysanne familiale en Europe : mieux intégrer ces acteurs d'innovation locale durable dans les politiques à venir** », au Comité économique et social européen (CESE).
- La « Ferme en Ville », toujours à Bruxelles, sur la place du Luxembourg (à confirmer)

Nous allons aussi coordonner le travail autour d'une publication sur les petites fermes, la PAC, l'Europe, qui devra être prête pour nos événements du 29 octobre. Plus d'informations seront envoyées dans les prochaines semaines. Fixez pour le moment cette date dans vos agendas, car, pour les membres intéressés par ces thèmes, ce sera l'occasion d'organiser une réunion de planification des activités futures. N'hésitez pas nous contacter pour plus d'information !

RECHERCHE

Partenariat européen pour l'innovation et recherche : des opportunités ?

Porté par la DG agri et la DG Recherche, le PEI est un dispositif important aux yeux de la Commission européenne pour favoriser la recherche et l'innovation dans le monde agricole en reliant mieux les agriculteurs à la recherche et autres acteurs ruraux.

Cela comprend :

- un groupe de pilotage (High level steering board) où ECVC est représenté et qui a élaboré en 2013 un plan stratégique
- un « service point » à Bruxelles avec des personnes contractées pour la facilitation du dispositif, l'organisation d'événements, l'information.
- au niveau local le dispositif prévoit que se constituent des « Groupes opérationnels » avec des paysans et autres acteurs concernés pour résoudre les problèmes particuliers qu'ils rencontrent. La création et le fonctionnement de GO peuvent être financés par une mesure du développement rural (n°35) si celle-ci est mise en œuvre par la région-état concerné dans les contrats de partenariat (en cours de validation par la commission européenne) : **à voir dans les régions**
- Focus group : groupes de travail de 20 personnes (chercheurs, experts, paysans...) sur des thèmes particuliers pour faire le point et éclairer les travaux – plusieurs ont eu lieu – la présence d'agriculteurs-trices est importante et ECVC peut proposer des participants (EX : Aira de Finlande a participé à un groupe sur l'agriculture biologique)
ECVC va proposer un groupe sur les dynamiques de l'agriculture paysanne afin de valoriser nos modes de production : à préciser – **qu'en pensez-vous ?**
- Accès aux programmes de recherche dans le cadre d'horizon 2020 : outre les travaux sur l'innovation, un objectif est de faciliter la participation des paysans aux projets de recherche lancés par la DGrecherche. **Peut-être des opportunités pour les membres d'ECVC et nos alliés ?**

COMMERCE

La Commission Européenne a commencé, il y a un an, à négocier un accord de commerce bilatéral avec les Etats-Unis, le fameux Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP / TAFTA).

La Commission européenne représentera l'Union européenne à la table des négociations : comme pour la politique commerciale, la Commission négociera au nom de l'UE et de ses 28 Etats-membres. La Commission négociera sur la base des lignes directrices sur lesquelles s'est mis d'accord le Conseil, où sont représentés les gouvernements de tous les Etats-membres de l'UE. Le département commerce de la Commission aura l'initiative.

Le partenariat transatlantique USA-UE de commerce et d'investissement proposé affectera fortement de manière générale les droits sociaux, du travail et environnementaux des deux côtés de l'Atlantique, et approfondira la libéralisation du commerce mondial et de l'investissement.

Pour le **secteur agricole**, cet accord commercial augmentera le pouvoir agro-industriel, en ébranlant les systèmes locaux d'alimentation. Cet accord n'est pas le produit d'un processus démocratique, mais celui de négociations entre avocats, économistes, fonctionnaires, entreprises et hommes et femmes politiques. Ils n'ont pas de légitimité démocratique. C'est une prédominance des grosses industries. L'ordre du jour n'est pas public, le processus n'est pas transparent. Avec cet accord commercial, de plus en plus de ressources naturelles, de biens et services, vont être privatisés.

ECVC a mis en place un groupe de travail spécifique sur le commerce (voir l'intranet des membres ECVC pour plus de détails sur sa composition).

Ce groupe de travail est lié à une coalition d'organisations de la société civile, coordonnée par le réseau S2B. Ensemble, nous préparons une journée décentralisée multi-sectorielle d'action contre le TTIP, CETA et l'agenda industriel de libre échange, **le 11 octobre, et une journée européenne de mobilisation en décembre 2014.**

ECVC préparera aussi une brochure, à distribuer au public, qui résume les points principaux et les recommandations d'ECVC sur le TTIP.

Pour plus d'information ou pour contribuer, n'hésitez pas à nous contacter (marzia.rezzin@eurovia.org).

SEMENCES ET OGM

Le groupe de travail sur les semences se rencontrera à la fin du mois de juillet, pour trois jours de réunions.

L'objectif est de définir une position commune sur les réglementations européennes en cours d'adoption et d'élaborer une stratégie sur ce processus législatif.

Deux sujets sont concernés : d'abord, et cela dans la lignée de la mobilisation de janvier, il s'agit de travailler sur la **réglementation sur le matériel de reproduction des végétaux**, ainsi que sur les 3 règlements associés (santé des plantes, santé des animaux, contrôles). La réunion devra aussi permettre de résoudre les questions politiques qui traversent le groupe quant à la position à adopter face à cette réglementation, et mettre en place la meilleure stratégie pour défendre le droit des paysans face aux industries semencières.

En outre, la directive qui permet d'autoriser la **mise sur le marché européen d'organismes génétiquement modifiés (transgéniques)** est elle aussi en train d'être révisée, dans le but affiché de laisser les Etats interdire certains OGM, mais avec le souci à peine caché de favoriser les autorisations d'OGM transgéniques en Europe. Cela présente un risque pour la lutte contre les OGM car les possibilités de bannir un OGM sur le territoire national sont limitées et le texte actuel donne un pouvoir énorme aux entreprises, avec qui les Etats devront négocier. En effet, les Etats-Membres réfractaires doivent demander aux entreprises biotech de les exclure de leur processus d'autorisation et c'est seulement si l'industrie refuse le bannissement que les gouvernements peuvent bannir de leur côté l'OGM transgénique.

JEUNES

En juin, une **rencontre internationale** des jeunes a eu lieu, avec la participation de jeunes de tous les continents. Pour l'Europe, Pablo du SOC (Espagne) et Unai pour le CCI étaient présents.

Comme beaucoup de personnes sont nouvelles dans ce processus, la situation politique et les dynamiques chez les jeunes ces dernières années ont été présentées.

Il a été discuté des problèmes concrets auxquels sont confrontés les jeunes (éducation, migration...), ainsi que de l'organisation interne du groupe (par exemple, s'il peut y avoir un espace jeunes sur la page internet de LVC);

AGROECOLOGIE

La prochaine réunion du Grundtvig sur l'agroécologie portera sur les liens entre paysans et consommateurs (vente directe, circuits courts, SPG, etc...). Elle se déroulera en Galice du 26 au 29 septembre. Pour plus d'informations ou pour participer à la préparation de la réunion, contactez Benjamin.

2. Nouvelles internes

<p>Calendrier</p> <p>Les dates importantes pour l'automne :</p> <ul style="list-style-type: none">- 26-29 septembre : 3ème rencontre européenne sur l'agroécologie en circuits court – en Galice (Espagne)- Octobre : événements de Rome pour la FAO, semaine d'actions décentralisées contre le TTIP, « ferme en ville », « forum pour un monde rural actif » (Galice), réunion ALE- Novembre : réunion CCI en Europe, congrès CNA, rencontre Terre- Décembre : rencontre FAO terre, grande manifestation à Bruxelles contre le TTIP	<p>Prochaine newsletter prévue pour novembre 2014</p> <p>Pour accéder aux comptes rendus des Comités de coordination et autres documents de fonctionnement, demander le code à votre organisation membre d'ECVC.</p> <p>Recherche stagiaire à Bruxelles</p> <p>Le bureau à Bruxelles cherche régulièrement un-e ou deux stagiaire(s) pour l'automne (septembre-janvier). Il peut s'agir d'un stage sur les axes thématiques ou bien aussi d'un stage en interprétation ou en traduction.</p> <p><i>N'hésitez pas à faire circuler l'information !</i></p>
---	--

3. Nouvelles des membres

<p>Les jeunes se battent pour la terre au cœur de l'Europe – Paula Gioia jABL</p> <p>Le phénomène d'accaparement des terres ces dernières années n'est pas limité au Sud. Au cœur de l'Europe, de jeunes fermiers allemands se battent aussi pour conserver et regagner un accès aux terres arables.</p> <p>A l'automne 2012, un groupes de jeunes fermiers, diplômés universitaires, apprentis et activistes se sont unis dans la Confédération des Jeunes Fermiers (BjL) et ont lancé la campagne « Stop à l'accaparement des terres dans l'est de l'Allemagne. » Notre but était de prendre position et de réclamer nos droits en tant que jeunes voulant s'établir comme fermiers.</p> <p>Au même moment, la ferme collective de Bienenwerder, où je vis à 45 km à l'est de Berlin, commençait 10 ans après sa création une grande lutte contre les investisseurs et les agro-industriels qui essaient de s'accaparer la terre sous nos pieds. Ce n'est pas un cas isolé, car beaucoup d'autres fermiers sont aussi menacés.</p> <p>Notre confédération, avec la branche locale des jeunes de La Via Campesina (jAbL), a présenté au gouvernement allemand un texte de position</p>	<p>“Nourrir le futur” : Manifestation de Land Workers' Alliance à DEFRA</p> <p>Les petits propriétaires et les maraîchers se sont arrachés de leur terre pour manifester face au bureau central du ministère de l'environnement, de l'alimentation et des affaires rurales (DEFRA) à Londres, le 17 avril. Ils sont mécontents de la façon dont DEFRA met de côté des petites fermes et les fermes familiales pour favoriser l'agro-industrie dans le débat sur la sécurité alimentaire au Royaume-Uni.</p> <p>Un magnifique étalage de produits amenés par les protestataires, y compris du lait, des légumes, de la farine et un jambon gigantesque, a illustré la productivité des petits fermiers, tandis qu'une porte-parole, Jyoti Fernandes, soulignait dans un discours qu'avec un soutien local adéquat, la nourriture écologique pourrait sortir de sa « niche de luxe » et fournir de la nourriture abordable pour tout le monde.</p> <p>L'Alliance des travailleurs terriens, qui a organisé la</p>	<p>Les “1000 vaches” : la campagne de la Confédération paysanne</p> <p>En France, la mobilisation de la Confédération paysanne contre le projet des 1000 vaches bat son plein. Face au danger imminent que représente l'usine des 1000 vaches pour l'avenir des paysans, et face à la passivité des pouvoirs publics, la Confédération paysanne a pris ses responsabilités. Nos actions sont légitimes. Nous ne pouvons laisser Michel Ramery mener à bien son projet qui ouvrira la porte à une industrialisation débridée de l'agriculture.</p> <p>Le 1^{er} juillet au tribunal d'Amiens, neuf militants ont comparu pour refus de prélèvement ADN, dégradation en réunion et incitation à la dégradation en réunion. Tout cela pour un tag géant et quelques boulons dévissés. Le procès est reporté au 28 octobre pour laisser le temps à la défense de se préparer.</p> <p>L'usine des 1000 vaches est le symbole de l'agriculture industrielle : 9 millions de litres de lait, vendus à 250 euros la tonne alors que les éleveurs s'en sortent à peine avec 350 euros. Le lait</p>
--	--	---

<p>avec nos demandes. Nous réclamons un moratorium sur toutes les futures ventes de terres gouvernementales. Afin de créer des emplois, de soutenir les moyens de subsistance et contribuer à la souveraineté alimentaire, nous réclamons un soutien pour les jeunes fermiers. Nous pensons réellement que l'accès à la terre doit être garanti pour supporter les fermes à petite échelle, plutôt que vendu à des investisseurs qui n'ont pas de connections locales ou d'idéaux quant à l'agriculture durable.</p> <p>Notre terre est mise « à vendre ». Mais, en tant que jeunes fermiers allemands, nous continuons à nous battre contre ces ventes. Souveraineté alimentaire, ici et maintenant !</p>	<p>protestation, est une nouvelle organisation qui représente les intérêts des petits producteurs de nourriture, combustibles et fibres écologiques. Un porte-parole de l'organisation a dit « C'est seulement le début. Ca nous a fait plaisir qu'autant de personnes viennent à Londres pour soutenir notre manifestation et que la presse agricole semble s'être posée et avoir remarqué. Maintenant, nous espérons continuer le dialogue pour s'assurer que DEFRA crée des politiques qui permettent à une nouvelle génération de petits producteurs écologiques de contribuer à nourrir le Royaume-Uni. »</p>	<p>devenu sous-produit du lisier qui vient alimenter un méthaniseur géant. Un projet dont la rentabilité ne tient qu'à la production d'énergie subventionnée.</p> <p>La lutte des 1000 vaches est une lutte emblématique pour enrayer l'industrialisation et la financiarisation de l'agriculture. Elle ne doit cependant pas dissimuler les autres projets qui, partout en France, font disparaître les paysans, détruisent l'emploi, les territoires, l'alimentation et l'environnement.</p>
--	--	--